



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
8 avril 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

CONGÉS, TÉLÉTRAVAIL, CHÔMAGE PARTIEL... TOUJOURS À NOUS DE PAYER ?

Le troisième confinement annoncé par Macron la semaine passée consiste à fermer crèches, écoles, collèges et lycées et à bouleverser le calendrier scolaire en avançant les vacances pour imposer une seule et même zone pour tous. Voilà un nouveau casse-tête, voire une catastrophe, pour tous les parents qui travaillent.

Les gosses à la maison, ça veut dire qu'il faut trouver à les garder ou les faire garder. Télétravailler avec eux dans les jambes ? Leur assurer « l'école à la maison » ? Et comme toujours, les inégalités sociales se creusent : les enfants de milieu populaire, ceux dont les parents sont déjà « en première ligne », qui vivent dans des appartements exigus, qui n'ont pas les équipements numériques adaptés à un enseignement à distance, vont le payer au prix fort.

Toujours au bon gré patronal ?

Avec ce nouveau calendrier scolaire, le télétravail est censé devenir la règle... mais au bon vouloir des patrons. Ici les salariés devront continuer à s'exposer en venant au boulot, là il sera exigé qu'ils travaillent à domicile. Les congés aussi devraient être au bon vouloir patronal : annulés par la force des choses ou imposés ici, volés là... Et le chômage partiel idem : avec les amputations de paie à la clé. Et le patron s'invite même à la maison puisque, avec le télétravail, la salle à manger ou la cuisine vont devenir une annexe de l'entreprise !

La direction de Renault (et elle n'est pas la seule) s'autorise à donner des bons conseils aux salariés dans une note : « afficher un emploi du temps sur le frigo familial », « planifier des activités, manuelles par exemple, durant lesquelles les enfants seront autonomes et vous, vous pourrez travailler en toute sérénité ». Tenir une demi-heure sans avoir à gérer un bobo ou une dispute, sans blague ? D'autres idées patronales fusent encore : « Pas de cantine pendant le confinement ? Profitez-en pour répartir les tâches et responsabiliser davantage les enfants en leur affectant certaines. » Ben voyons !

On n'ignore pas la catastrophe sanitaire

Bien sûr, les presque 100 000 morts du Covid, le rythme actuel de 300 morts par jour, la saturation des

hôpitaux et tout particulièrement des services de réanimation, imposent des mesures d'urgence. Mais pas ces demi-mesures qu'on nous impose depuis maintenant plus d'un an, au détriment des salaires, des conditions de travail et de vie, et toujours au bénéfice des patrons, tout particulièrement des plus grands d'entre eux qui s'autorisent à licencier en masse.

Du côté de Macron, ce ne sont que des annonces mensongères. Promesse de rouvrir tous les lieux publics à partir de la mi-mai, promesse de vacciner, promesse de monter de 7 000 à 10 000 lits de réanimation alors que dans de grands hôpitaux comme Beaujon-Bichat à Paris, c'est la suppression de 400 lits qui est programmée. À mesure que la pandémie progresse, elle tue autour de chacun et chacune d'entre nous. Dans une lettre ouverte à Macron et son ministre de l'Éducation, Blanquer, les enseignants du lycée Eugène Delacroix de Drancy (93) alertent sur le décès de vingt parents d'élèves depuis un an. L'hécatombe est, en France comme ailleurs, plus importante parmi les pauvres que parmi les riches. Et dans les hôpitaux, le retour du « tri » des patients est une réalité à peine masquée.

À trop ronger son frein, ça va finir en roue libre !

Et l'hécatombe augmente, parce qu'on continue à s'entasser au boulot et dans des transports souvent bondés pour s'y rendre ; parce que les écoles sont restées ouvertes sans que soient réquisitionnés le personnel et les locaux nécessaires pour qu'elles fonctionnent en groupes réduits qui interdisent la circulation du virus. Parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies, la charge de l'épidémie ayant pesé de façon inversement proportionnelle à la place occupée dans la société : plus on est pauvre, précaire, vulnérable, et plus on trinque. Ça ne durera pas éternellement. La colère monte.

Après l'heure, c'est plus l'heure

Dans pas mal de secteurs, on a appris hier que nous chômerions... demain. Ça fait pourtant des semaines qu'on nous rebat les oreilles avec la pénurie des composants. Le flux tendu a bon dos. C'est notre vie privée qui sert de variable d'ajustement à la production. Et au rythme où ça va, on nous annoncera bientôt le lendemain qu'on sera en chômage technique la veille...

Esclave ou chômeur ?

Les nouveaux véhicules automatiques pour l'approvisionnement des lignes ne devraient plus tarder à arriver dans l'usine.

Dans un monde normal, on devrait se réjouir que des machines nous déchargent d'une partie du travail (un mot forgé sur le latin *tripalium*, qui signifie 'torture', rappelons-le). Mais dans le nôtre, c'est la perte de son poste qu'il faut craindre. On ne fabrique pourtant pas moins de richesses pour autant. Et le meilleur moyen de les partager équitablement, tout en partageant les efforts pour les produire, c'est de lutter pour la réduction du temps de travail avec maintien intégral du salaire.

Quelle sortie autorisée le week-end ?

Le cluster de PSA-Poissy !

À Poissy, 3 samedis sont travaillés en obligatoire en mai et 2 à 3 dimanches aussi. Alors que le ministère de la santé conseille le télétravail et ferme les écoles pour diminuer les risques, la direction de PSA, elle, augmente le temps de présence à l'usine : la semaine de 5 jours ne suffit pas, il lui en faut un 6^e pour augmenter la probabilité d'attraper le Covid.

En effet, après avoir communiqué le moins possible sur le sujet, la direction a fini par publier un bilan pour le mois de mars : 62 cas de Covid, rien que parmi les CDI PSA. À l'évidence, les risques de contamination sont grands dans certains secteurs. Mais la direction refuse toujours que des tests au volontariat soient pratiqués à l'infirmerie.

Ensemble contre les suppressions de poste !

À Renault, le débrayage du 30 mars a été un succès : 830 salariés des sites d'ingénierie (Lardy, Guyancourt, Aubevoye, Villiers) mobilisés contre le projet d'externalisation forcée des salariés de la maintenance. À Renault Lardy, une cinquantaine sont restés en grève toute la journée, convaincus qu'il faut accentuer la pression sur les patrons, et résolus à préparer la suite des opérations. Ils donnent rendez-vous à Boulogne ce jeudi 8 avril avec les

salariés des autres sites d'ingénierie et des usines, de Renault et d'ailleurs. De quoi nous donner des idées, à nous salariés de PSA, dont les emplois sont également menacés !

Les GM&S luttent encore

En 2017, la lutte des salariés de GM&S, un équipementier sous-traitant de PSA et Renault, avait défrayé la chronique : blocage de l'A20, puis du site de PSA-Poissy, manif répétées à Paris...

Depuis, 157 salariés sur 277 ont été licenciés, avec l'aval du ministère du Travail. quatre d'entre eux viennent d'obtenir l'annulation de leur licenciement devant les tribunaux au terme de 3 ans de procédures judiciaires. Ils peuvent demander leur réintégration s'ils le souhaitent. C'est une baffes pour les trusts de l'automobile et le gouvernement à son service.

MBF-S' Claude s'invite à PSA-Sochaux

Le 31 mars, le tribunal de commerce de Dijon a donné un mois à la fonderie aluminium MBF de Saint-Claude (Jura) pour sortir du redressement judiciaire. Les 280 salariés ont réagi en se mettant aussitôt en grève et en bloquant les livraisons. Mardi dernier, ils étaient devant l'usine PSA de Sochaux. PSA est en effet de loin (75 % de la production) principal client devant Renault (20 %).

Les géants de l'automobile ont de quoi payer pour éviter la casse sociale que leurs décisions génèrent. Les MBF ont mille fois raison de le rappeler.

8 000 respirateurs « fabriqués pour rien »...

...et maintenant, c'est le journal patronal *Challenges* qui le reconnaît. On nous disait qu'un consortium de « champions nationaux », dont PSA, allait produire 10 000 respirateurs « à prix coûtant » (3 000 € pièce quand même). Seulement voilà, seuls 1 500 étaient utilisables contre le Covid.

Ces respirateurs « *dorment aujourd'hui dans les placards des hôpitaux* » dit l'article. Les industriels se sont fait de la pub en empochant 30 millions grâce au gouvernement. De l'argent public qui aurait dû servir à faire des respirateurs... utiles aux hôpitaux.

Comique de répétition

Le ministre de l'Éducation Blanquer prétend que le plantage quasi général en France des cours en ligne est dû à des hackers étrangers. Vérification faite, il a déjà utilisé cette explication bidon en mars 2020, lors du 1^{er} confinement. À l'époque, c'étaient les serveurs qui, n'avaient pas tenu face à l'explosion des connexions. Là, c'est le public qui explose... de rire.

Nouvelle vidéo des livreurs nantais en lutte

